



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Legrand France Lorraine

89 chemin de Montrichard
BP 89
54700 Pont-à-Mousson

Référence : BV/0695_2024
Code AIOT : 0006206086

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement Legrand France Lorraine implanté 89 chemin de Montrichard - 54700 Pont-à-Mousson. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Legrand France Lorraine
- 89 chemin de Montrichard - 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006206086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation dédiée à la fabrication de gaines électriques par extrusion de granulés de polymères thermoplastiques. L'article D. 541-360 définit les Granulés de Plastiques Industriels (GPI) comme des matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm. L'activité de l'exploitant consiste en l'extrusion de granulés de polymères thermoplastiques, il est concerné par la mise en œuvre de GPI, au titre de la manipulation pour le chargement de l'une des 22 extrudeuses dont l'installation est équipée.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 - PFAS
- Action nationale 2024 - Prévention de pertes de granulés plastiques industriels (GPI).
- Action nationale 2024 - Rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| 1 | PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 | Sans objet |
| 2 | Dimensionnement | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| | des rétentions | article 25-I | |
| 3 | Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis | Sans objet |
| 4 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |
| 5 | Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361 | Sans objet |
| 6 | Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 | Sans objet |
| 7 | Audits des procédures par un organisme accrédité | Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a contrôlé l'installation LEGRAND à Pont à Mousson, au regard des dispositions visant le suivi des PFAS dans les rejets aqueux et la mise en œuvre de granulés de plastiques industriels, dans le cadre deux actions nationales.

S'agissant des PFAS, il apparaît que l'installation n'est pas concernée par l'Arrêté ministériel du 20/06/2023, puisque les matières plastiques sont mises en œuvre en dessous du seuil de l'autorisation pour la rubrique 2661. Par ailleurs, les procédés ne génèrent pas d'effluents.

S'agissant des granulés de plastiques industriels, l'exploitant satisfait aux prescriptions du code de l'environnement visant cette thématique, en particulier il a été audité par un organisme accrédité en 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PFAS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, analyse des rejets |
| Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. [...] |
| Constats : |

L'installation est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 04/03/1972.

Toutefois, au titre de la rubrique 2661, l'exploitant met en œuvre une quantité de 50 t/j de matières, inférieure au seuil de l'autorisation qui est fixée à 70 t/j de matière, et relève donc du régime de l'enregistrement. L'installation n'est concernée par aucune autre activité qui serait soumise à autorisation. Ce point avait déjà fait l'objet d'un constat lors de la visite du 19 novembre 2014, dont le rapport référencé AN/NW/772/2014 du 19 décembre 2014, actait le classement de la société sous le régime de l'enregistrement.

L'installation n'est donc pas concernée par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 visant l'analyse des PFAS dans les rejets.

De plus, l'installation n'est pas concernée par un rejet d'eaux de procédés. Les seules eaux mises en œuvre dans les procédés, sont celles du refroidissement des extrudeuses. Le circuit de refroidissement est une boucle fonctionnant en circuit fermé, sans purge.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

L'installation est concernée par la mise en œuvre d'huiles pour les procédés d'extrusion, ainsi que par des produits chimiques en quantités marginales. Ces produits sont stockés en partie Sud de l'installation, dans des armoires équipées de rétentions, qui satisfont à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Bassin de confinement des eaux incendie.

| |
|---|
| <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de confinement sur voirie pour une capacité de 1 390 m³, qui couvre les eaux générées par un sinistre de deux heures (pour lesquels les besoins sont estimés à 510 m³/h) et les additionner du volume d'eau généré par les intempéries. L'exploitant substituera ce confinement sur voirie par un bassin de rétention en juillet 2024. L'inspection a constaté la présence de matériaux d'étanchéité et le creusement du bassin sur la partie Ouest du site.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Etat des matières stockées

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une extraction de son état des matières stockées en date du 11/04/2023, lequel n'appelle pas de remarques particulières de l'inspection.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés</p> |

aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1^{er} janvier 2021.

Constats :

95% de l'activité de l'installation consiste en la production de gaines électriques ICTA, lesquelles sont produites à partir de 12 extrudeuses dont le chargement en granulé est assuré en continu via l'emploi de silo de stockage. L'approvisionnement des silos est assuré par camions citernes. Le risque de déversement de GPI dans le cadre de la mise en œuvre des granulés dans les extrudeuses est ainsi particulièrement faible.

L'exploitant met en œuvre plusieurs équipements et procédures, en particulier pour les opérations de dépotage des citernes vers les silos, cela pour garantir le confinement des éventuelles particules qui seraient émises lors des opérations (voir point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté les procédures qu'il met en œuvre vis-à-vis de la mise en œuvre de GPI, en particulier, il dispose :

- d' une cartographie des zones à risques vis-à-vis des manipulations de GPI, laquelle hiérarchise les zones identifiées selon leur niveau de risque ;
- d'une cartographie des dispositifs de confinement et de prévention des déversements de GPI

| |
|---|
| (kits d'obturation, de nettoyage, d'aspiration) ; - d'un plan de formation lequel dispose d'un module visant la mise en œuvre de GPI ; - d'outils de communication visant la prévention des risques liés à la manipulation de GPI (flyer, affiches) ; - d'un plan de contrôle de ces installations lequel comprend des actions hebdomadaires visant les moyens mis en œuvre spécifiquement pour les GPI. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Audits des procédures par un organisme accrédité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) |
| Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre [...] par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. [...] |
| Constats : L'exploitant bénéficie d'une certification délivrée par le Bureau Veritas en date du 15/11/2022 au titre du respect des dispositions du décret 2021-961 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |